

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 16/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHEDDITE FRANCE

Mallegarde
26210 Saint-Sorlin-en-Valloire

Références : 20231215-RAP-DAEN1124
Code AIOT : 0010300130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement CHEDDITE FRANCE implanté Mallegarde 26210 Saint-Sorlin-en-Valloire. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEDDITE FRANCE
- Mallegarde 26210 Saint-Sorlin-en-Valloire
- Code AIOT : 0010300130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement CHEDDITE France de St-Sorlin-en-Valloire, fabriquait des douilles amorcées et employait 18 salariés. Le site dépend du site CHEDDITE France de Bourg-Lès-Valence sur lequel l'activité a été rapatriée en 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité charges explosives	Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 4	Sans objet
2	Stockage matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 4	Sans objet
3	Protection contre l'incendie - moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 9	Sans objet
4	Moyen d'alerte	Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 10	Sans objet
5	Protection contre l'incendie - manœuvre générale	Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 10	Sans objet
6	Débroussaillage et désherbage	Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'y a plus d'activité sur le site depuis 2020. Les installations ont été évacuées. Le site a été placé en sécurité. Il ne reste plus que les bâtiments avec un dépôt de polymères en extérieur.

Le site est correctement entretenu et malgré l'absence d'activité, il dispose de moyens de défense incendie opérationnels.

Un projet de fabrication d'amorce de 9 mm était en discussions pour les besoins du ministère de l'Intérieur. À ce stade, l'exploitant n'a pas de retour.

Il est rappelé à l'exploitant que l'absence d'exploitation des installations pendant 3 ans entraîne la caducité de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En conséquence, l'exploitant informera l'inspection de l'environnement, dans un délai de 2 mois, des projets à venir pour ce site. Dans le cas où aucune activité autorisée sur le site ne serait exploitée, une cessation d'activité devra être transmise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité charges explosives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Quantités
Prescription contrôlée : 4° - Les quantités de charges explosives dans les ateliers ou dépôts seront les suivantes : - dans le dépôt d'amorçages : 1 200 kg de composition explosive répartis en 20 millions d'amorces contenues elles-mêmes dans des emballages de sécurité ; - dans l'atelier d'assemblage REV amorces en emballages de sécurité et un chiffre égal de douilles amorcées.
Constats :

Aucune substance explosive n'est stockée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage matières plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Qualité
Prescription contrôlée : Le stockage des matières plastiques brutes et ouvragées devra s'effectuer dans un local différent du dépôt d'amorces et de l'atelier d'assemblage.
Constats : Il subsiste un stockage extérieur de matière plastique de 262 t soit environ 500 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection contre l'incendie - moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours
Prescription contrôlée : La consigne générale devra prévoir des visites et des essais du matériel et des exercices au cours desquels le personnel apprendra à se servir des moyens de premier secours et à exécuter les diverses manœuvres nécessaires. Ces exercices et essais devront avoir lieu au moins une fois par trimestre.
Constats : Il n'y a plus d'activité sur le site susceptible de générer des risques. Il n'y a plus d'équipe et donc plus d'exercice.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'alerte
Prescription contrôlée : Une ligne téléphonique directe sera établie avec le centre de secours d'Anneyron.
Constats : Le site dispose d'équipements de télésurveillance et anti-intrusion. Une astreinte est toujours en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre l'incendie - manœuvre générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, manœuvre générale
Prescription contrôlée : Une manœuvre générale devra avoir lieu une fois par an avec le concours du centre principal de

secours de ROMANS. Enfin, ce dernier effectuera des visites de contrôle dans l'établissement.
Constats : L'énergie a été coupée. Le site est néanmoins toujours équipé d'extincteurs et de RIA vérifiés le 18/02/2023 par la société DESAUTEL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Débroussaillage et désherbage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1977, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Entretiens extérieurs
Prescription contrôlée : Les abords des bâtiments dangereux devront être désherbés et débroussaillés avant la saison chaude.
Constats : Le site est correctement entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite